

Le Sahara occidental :

UNE AUTONOMIE AVANTAGEUSE POUR TOUS



CENTRE
DES RELATIONS
INTERNATIONALES

commentaire

7/2015

www.csm.org.pl



Małgorzata Bonikowska

diplômée de l'Université de Varsovie, de la Sorbonne et de l'Université Columbia à New York, est spécialiste en relations internationales et en communication sociale. Avant l'adhésion de la Pologne à l'UE, elle était la directrice du Centre d'information européenne. Elle a dirigé le Programme d'information et de communication de la Commission européenne en Pologne et en Bulgarie et a participé à des projets de l'UE en Europe et en Asie.

Aujourd'hui, le Sahara Occidental est l'unique endroit dans le monde entier que la loi internationale définit de « territoire au statut non-réglé ». Il reste l'axe du conflit entre le Maroc et l'Algérie qui soutient le front du Polisario en lutte depuis 40 ans pour détacher ce territoire du Maroc. Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle approche envers sa « politique du voisinage », l'Union européenne devrait s'engager à la recherche d'une solution politique de cet ancien litige qui entrave la normalisation des relations dans la région et la stabilisation de sa rive méridionale de l'UE. L'octroi au Sahara d'une autonomie dans les frontières (cadre) du Royaume du Maroc semble être la solution la plus réaliste pour sortir de cette impasse.

LE SAHARA OCCIDENTAL :
UNE AUTONOMIE AVANTAGEUSE POUR TOUS
| Małgorzata Bonikowska

2 ●

Le Maroc et l'Algérie sont les voisins et partenaires économiques importants pour l'Europe et la tension qui persiste entre ces deux pays ne réside pas dans l'intérêt européen. D'autant plus que ce litige a déjà revêtu une dimension globale et il ne cesse de diviser la communauté internationale.

La Pologne se place dans le groupe majoritaire des pays pour lesquels le Sahara Occidental a été et reste une partie du Royaume du Maroc. Au cours des dernières années, plus de 40 Etats dont la Serbie, l'Albanie, l'Inde, quelques pays de l'Amérique Latine (Costa-Rica, Colombie, Paraguay, Panama) et de l'Afrique (Togo, Bénin, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Zambie, le Burundi, République du Congo, Tchad, Kenya) ont retiré leur reconnaissance à la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), soutenue par l'Algérie et le Polisario. Aujourd'hui, la RASD est formellement reconnue par l'Union Africaine et 50 sur 194 pays, tels l'Iran, la Corée du Nord, la Libye, le Mexique, la Tanzanie et la République d'Afrique du Sud et le Soudan du Sud.

Une indépendance irréaliste

LES gouvernements et les diplomates du Maroc et de l'Algérie discutent de la question du Sahara Occidental dans tous les forums inter-

nationaux, notamment au niveau des Nations-Unies et de l'Union Africaine (UA). Cette dernière a reconnu la RASD en 2002 lorsqu'elle a pris la succession de l'Organisation de l'Unité Africaine. Cela étant, le Maroc s'est retiré de cette structure. Un nombre croissant de pays africains soulèvent aujourd'hui le postulat du retour du Maroc à l'UA car la question du Sahara Occidental entrave la coopération et l'intégration régionale sur le continent.

L'Organisation des Nations Unies est la place la plus chaude des discussions sur l'avenir du Sahara. La mission de la paix MINURSO, présente au Sahara depuis 1991, constitue un élément important de l'activité onusienne dans cette région¹. La composition du Conseil de la Sécurité de l'ONU auquel adhèrent 15 pays dont la Russie et la Chine n'a pas permis à ce jour, le règlement du conflit, cependant ses résolutions (la dernière du 28 avril de l'année courante), était avantageuse pour le Maroc².

Les rapports et les évaluations élaborés par l'ONU au cours des années indiquent que l'autonomie dans les frontières du Royaume constitue la meilleure solution de la question du Sahara. Cette recommandation est inscrite dans le rapport de 2008 élaboré par Peter van Walsum, envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies Kofi Annan³. Au terme de

LE SAHARA OCCIDENTAL :
UNE AUTONOMIE AVANTAGEUSE POUR TOUS
| Małgorzata Bonikowska

3

trois ans d'observations et suite à une étude approfondie de la situation, van Walsum a exprimé l'opinion que l'option d'indépendance est irréaliste et ne garantit pas à la population sahraouie les conditions d'une vie normale.

L'autonomie donne plus des chances

Après la fin en 1991 de la guerre domestique qui avait duré pendant quelques décennies, le Maroc investit à la province qu'il administre des fonds gigantesques et fait tout son possible pour assurer aux Sahraouis qui habitent ce territoire, des chances et des opportunités professionnelles mais le développement régulier de ce territoire est perturbé à cause de son statut non-réglé. Parallèlement, les conditions de vie dans les camps des réfugiés situés en Algérie sont extrêmement difficiles et l'aide financière de l'UE et d'autres organisations est mal gérée soit voire même détournée, ce que signalent les dernières inspections du bureau anti-corruption européenne OLAF⁴.

Le 29 avril 2015, au lendemain de la résolution de l'ONU, le Parlement européen a appelé à ré-évaluer l'assistance communautaire aux réfugiés à Tindouf et à organiser un recensement probe de ces personnes. Des divergences qui persistent quant à l'évaluation du nombre

des réfugiés (de 90 à 200 mille) rendent difficile une allocation appropriée des fonds et empêchent la tenue du référendum⁵. La résolution du Parlement européen conditionne l'octroi de la nouvelle tranche d'aide par l'exécution de ces recommandations.

Du point de vue de l'Europe la question fondamentale est d'assurer la sécurité de sa frontière au sud à travers le renforcement de la stabilité dans la région. La régularisation du statut du Sahara Occidental déminerait la situation sur la ligne Maroc – Algérie en augmentant les chances de coopération entre les deux pays ce qui est particulièrement important face à la destabilisation de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient par l'Etat Islamique. La guerre au Mali voisin et en Libye proche ou les attentats récents en Tunisie peuvent transférer facilement les tensions sur les territoires du Maroc et de l'Algérie, stables jusqu'à présent. Il ne faut pas oublier que dans les pays comme le Maroc, pays à tradition d'un islam tolérant, où l'ordre, la sécurité et le travail sont assurés à la société et l'Etat est fort et efficace, les influences des mouvements radicaux trouvent un terrain moins fertile à leur propagande.

Du point de vue du Maroc, le maintien de ce territoire dans les frontières du Royaume est pour le pays, la question fondamentale eu

LE SAHARA OCCIDENTAL :
UNE AUTONOMIE AVANTAGEUSE POUR TOUS
| Małgorzata Bonikowska

4 ●

égard aussi bien aux conditions historiques qu'au degré d'engagement financier au développement des « provinces du sud » ces dernières décennies. Du point de vue des Sahraouis, une large autonomie leur permettrait de planifier l'avenir. Une large autonomie leur apporterait également la paix politique, la stabilisation économique et le renforcement des possibilités de développement de leur région ce qui aurait une grande importance pour leur situation matérielle et les perspectives professionnelles. L'emploi à l'administration locale leur permettrait d'influer sur le sort de leur territoire conformément au plan proposé par le Maroc.

Małgorzata Bonikowska,
President, Centre des relations
internationales, Varsovie, Pologne
bonikowska@csm.org.pl

¹ | Abréviation (fr) : Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Référendum au Sahara Occidental, instituée par la résolution n° 690 du Conseil de Sécurité

² | Résolution n° 2218 du Conseil de Sécurité du 28/04/2015.

³ | Peter van Walsum, rapport présenté pendant la réunion du Conseil de Sécurité le 21.04.2008.

⁴ | Rapport OLAF évoque la somme de 100 millions euros environ.

⁵ | Une étude scientifique financée par OLAF en 2005 ne rapporte l'existence que 90.000 habitants dans le camps. Selon les statistiques publiées par l'Algérie et le Polisario, le nombre des habitants s'élève à 200.000.

Le Centre des relations internationales, établi en 1996, est un centre analytique non gouvernemental indépendant, concentré sur la politique étrangère polonaise et les grands enjeux de la politique internationale. Le Centre agit dans les domaines de la recherche, l'éducation et la publication, organise des conférences et des rencontres, et participe dans des projets internationaux en collaboration avec d'autres organismes semblables de divers pays. Le Centre crée un forum de débat et d'échange d'idées portant sur la politique étrangère, les relations entre les états et les défis du monde global. Les activités du Centre sont adressées surtout aux gouvernements locaux et aux entrepreneurs, ainsi qu'à l'administration centrale, les politiciens, les diplomates, les politologues et les médias. En 2009 le Centre a été reconnu comme étant un des meilleurs think-tanks d'Europe centrale et orientale dans l'étude *The Leading Public Policy Research Organizations in the World* menée par l'Université de Pennsylvanie.

